

Les Belges se sont transformés en fourmis

Amid Faljaoui

Depuis bientôt un an, la crise qui dévaste le monde suscite pas mal d'interrogations, de changements de modèles économiques, de faux espoirs et parfois même d'agréables surprises. C'est l'objet de ce texte, qui passe en revue quelques événements passés en partie sous silence durant ce 1^{er} semestre.

La crise aidant, les Belges se sont transformés en fourmis. Et même si les livrets d'épargne ne rapportent pas grand-chose, c'est bien ce dernier qui a aujourd'hui la cote auprès des Belges. Eh oui ! Comme nos compatriotes ne savent pas encore de quoi l'avenir sera fait, ils ont déposé massivement leurs liquidités sur un livret d'épargne (on parle de 165 milliards d'euros). D'abord, parce qu'il est sûr et ensuite, parce qu'il leur permet de retirer leurs fonds rapidement si une opportunité d'investissement devait se présenter.

L'enquête menée par le journal économique *De Tijd* est très éclairante à ce sujet. BNP Paribas a vu l'encours de ses livrets d'épargne augmenter de 18 % sur le premier semestre 2009. En termes de nouveaux montants collectés, cela fait donc 6 milliards d'euros en plus pour BNP Paribas Fortis. Autrement dit, BNP Paribas Fortis a de bonnes chances de récupérer les 10 milliards d'euros qu'elle avait perdus en 1 an de crise. Et cela, suite aux retraits massifs de ses clients, qui avaient pris peur.

Quant aux comptes d'épargne sur Internet, l'enquête du journal *De Tijd* démontre qu'ils ont toujours la cote auprès des Belges. Pour la simple raison qu'ils rapportent souvent plus que les comptes d'épargne classiques. La preuve ? La banque Dexia a récolté 2 milliards d'euros de plus durant ce 1^{er} semestre, soit une hausse de quasi 60 % ! Et donc, l'argent déposé sur les comptes Internet de Dexia s'élève aujourd'hui à un peu plus de 5 milliards d'euros. Ce n'est pas mal, évidemment.

Tous ces chiffres démontrent une seule chose : quand l'avenir est incertain, les gens préfèrent rogner sur certaines dépenses et jouer la carte de l'épargne. C'est aussi le cas aux États-Unis. Les Américains avaient l'habitude de ne pas épargner et la meilleure preuve, c'est que leur taux d'épargne était proche de 0 %. Aujourd'hui, il est remonté à 7 %, ce qui prouve aussi que les Américains ont cessé de jouer aux cigales, pour se transformer en fourmis.

Le seul problème, c'est que la reprise mondiale dépend beaucoup du consommateur américain. Et donc, dans une perspective égoïste, nous, en tant que Belges, nous avons intérêt à ce que les Américains redeviennent cigales. C'est l'un des paradoxes de cette crise.

Des secteurs en plein changement

L'autre intérêt de cette crise sans précédent, c'est qu'elle force des industries entières à revoir leur *business model*. C'est le cas, par exemple, des compagnies aériennes. Un changement qui, hélas, se résume parfois en une question : comment devenir millionnaire en euros ? La réponse est simple : il faut d'abord être milliardaire en euros et ensuite investir dans le secteur aérien ! La devinette est cruelle, mais elle doit aujourd'hui sonner durement aux oreilles des actionnaires de ces compagnies.

Et pourtant, c'est la cruelle vérité. Le secteur aérien a ceci de formidable qu'il prend tout ou quasi tout en pleine figure : les cycles économiques, bien entendu, mais aussi les

tensions géopolitiques et les risques sanitaires. On vient encore de le voir avec la grippe A. C'est ce qui explique qu'à la Bourse, les cours des actions des compagnies aériennes jouent constamment au yoyo.

Aujourd'hui, avec la crise, les compagnies aériennes européennes ne sont pas vraiment à la fête, car elles subissent une double pression. D'abord, sur leurs vols long-courriers, mais également sur les vols courts.

Sur les vols long-courriers, la clientèle *business* se fait rare et quand elle prend l'avion, elle le fait en classe économique. Et donc, ce transfert plombe les comptes des compagnies, notamment la recette unitaire par passager. Quant aux court-courriers, c'est la concurrence du TGV ou des compagnies *low cost* qui fait mal.

Sur le long-courrier, la réponse, pour l'instant, des grandes compagnies consiste soit à réduire le prix des billets, soit à créer de nouvelles catégories de place, soit à faire les deux. Air France va, par exemple, lancer une nouvelle catégorie de cabine, à mi-chemin entre la classe affaires et la classe économique.

Quant à la concurrence sur les vols courts, elle trouve d'autres solutions, comme celle d'Air France KLM, qui souhaite profiter de la libéralisation du chemin de fer en Europe pour se lancer – elle aussi – dans le ferroviaire. Une autre réponse consiste aussi à se diriger vers une alliance entre des compagnies *low cost* et des compagnies classiques. Après tout, les compagnies *low cost* représentent aujourd'hui 80 % du trafic intra-européen. C'est énorme, d'autant que ces vols entraînent souvent des connexions naturelles avec des vols long-courriers.

L'alliance aurait donc du sens et, par conséquent, il ne serait pas étonnant de voir d'ici quelques années les vols à courte distance trustés par les Ryanair et autres easyJet, tandis que les vols long-courriers seraient l'apanage des grandes compagnies. Du moins, celles qui auront survécu à la crise.

Une bonne nouvelle, quand même !

Mais la crise, ce n'est pas seulement des changements de modèles économiques : c'est parfois aussi d'heureuses surprises, comme en matière de climat. Et justement, le réchauffement climatique, parlons-en !

C'est étonnant, mais c'est vrai, le lien – ou, pour être plus précis, l'intensité – entre le PIB et la pollution a diminué de deux tiers par rapport aux années 70. En tout cas, ce sont les chiffres officiels publiés en France par le commissariat au développement durable. Et *a priori*, il n'y a pas de raison pour que ce ne soit pas le cas dans d'autres pays européens, comme la Belgique.

Deux tiers de pollution en moins, c'est énorme et si on arrive à un tel chiffre, c'est pour plusieurs raisons. Éliminons déjà la première mauvaise raison : s'il y a une amélioration, ce n'est pas grâce à un succès soudain des moyens de lutte contre les émissions de gaz carbonique. Non, la réalité, c'est que, comme nous sommes en pleine crise – et en plus une crise d'une gravité exceptionnelle –, l'activité économique a logiquement baissé et donc, les rejets de CO₂ ont diminué de 6 à 8 %. Jusque-là, rien de très original.

En revanche, ce qui l'est moins, c'est qu'en 1970, il fallait 643 millions de tonnes de gaz carbonique pour produire 1 million d'euros en termes de valeur ajoutée. Aujourd'hui, 40 ans après, pour produire le même petit million d'euros de valeur ajoutée, il nous faut 3 fois moins de gaz carbonique !

Par quel miracle ? *Primo*, parce que l'énergie nucléaire a pris une part de plus en plus importante dans nos économies. C'est vrai : les centrales nucléaires produisent, hélas, des déchets, mais pas de CO₂. *Secundo*, parce que nos économies sont de plus en plus « tertiariées ». En clair, nous avons moins d'industries polluantes. La preuve, c'est que nous les avons délocalisées à l'est de l'Europe !

En revanche, nous avons plus d'entreprises de services. Et donc, comme les services pèsent plus lourd dans le calcul de notre PIB, nous sommes en quelque sorte plus propres, parce que d'autres ont accepté nos saletés !

Les banques soufflent à nouveau

La crise sera-t-elle finie pour la fin 2009, comme nous l'annoncent certains économistes ? On pourrait le croire : 10 grandes banques américaines viennent d'annoncer qu'elles allaient rembourser anticipativement 68 milliards de dollars à l'État américain. *A priori*, c'est plutôt une bonne nouvelle. Cela veut dire que, *primo*, ces banques vont mieux et que, *secundo*, l'État verra son endettement baisser un peu, ce qui est bon pour les finances publiques américaines.

Si vous pensez cela, vous avez, hélas, faux sur toute la ligne. Si les banques américaines ont remboursé aussi vite, c'est parce qu'elles veulent être libres de payer comme avant leurs PDG et leurs *traders*.

Or, tant qu'elles ont encore de l'argent de l'État dans leur capital, elles sont obligées de suivre les recommandations du gouvernement Obama, et donc de ne pas dépasser, par exemple, 500 000 dollars par an de dépenses pour les patrons de ces banques.

Mais ce remboursement anticipatif de leurs dettes n'est qu'une partie de la manœuvre utilisée par le secteur bancaire américain. D'après *The Wall Street Journal*, le lobby bancaire a également déjà dépensé 26 millions de dollars pour convaincre les parlementaires américains de mettre la pédale douce en matière de réglementation : à titre d'exemple, 26 millions de dollars ont été dépensés en 3 mois, alors qu'en temps normal, c'est le budget annuel.

Et même si la presse économique dénonce ce retour à de mauvaises habitudes bancaires, il est probable que ce lobby gagnera la partie, car de très nombreux parlementaires, qu'ils soient d'ailleurs démocrates ou républicains, ont reçu des millions de dollars pour leur campagne électorale. Et donc, si, en bonne logique, ces députés ont la reconnaissance du ventre, il est quasi certain que les banques de Wall Street ne seront pas aussi réglementées qu'il le faudrait.

En réalité, les banques de Wall Street tablent sur le fait qu'on finira par oublier cette crise d'ici la fin de l'année. Le seul problème, c'est que quand les banquiers de Wall Street comptent sur notre amnésie, c'est probablement qu'ils sont en train de nous préparer la prochaine crise.

Que faire demain ?

Face à la crise, ce qu'il faut éviter, c'est d'agir comme des lemmings. Vous savez, ce sont ces rongeurs dont la légende veut qu'ils autorégulent leur surpopulation en pratiquant le suicide collectif. Ce n'est évidemment pas le désir spontané de la plupart des patrons d'entreprises, mais voilà, avec la crise, tout le monde serre la vis, que ce soit les consommateurs ou les entreprises. Et le résultat des courses, c'est qu'en agissant tous de la sorte, on aggrave encore plus la crise.

Alors justement, quelles seraient les portes de sortie pour les entreprises belges, surtout lorsqu'à longueur de colon-

nes, la presse économique leur explique que l'horizon est bouché en Europe, que nous sommes dans des marchés matures et que donc, la croissance reviendra certes en 2010, mais qu'elle sera molle, hélas, pendant quelques années ?

Pour éviter que nous subissions tous un destin semblable aux lemmings, il faut sans doute écouter Thomas Leysen, le patron de la FEB, la Fédération des entreprises de Belgique. Que dit-il en substance ? *Primo*, qu'il faut garder le moral, sinon les prophéties négatives finissent par se réaliser ; *secundo*, que les entreprises belges commercent à plus de 80 % avec les pays avoisinants. Et donc, son idée, c'est que les entreprises belges doivent aller plus loin, voir plus loin que la zone euro.

Et il a raison. En effet, l'avenir est dans les pays émergents, car ce sont eux qui possèdent les 4 rentes du futur. Premièrement, ils ont la rente du capital, car leur population épargne énormément vu qu'il n'y a pas de protection sociale. Le Chinois, par exemple, a beau ne pas gagner beaucoup d'argent, il épargne quand même plus de 30 % de son revenu. C'est cette épargne qui est drainée par les banques locales et qui servira un jour aux projets d'investissement.

Deuxièmement, ces pays ont également la rente du travail, car c'est vrai, la meilleure des croissances, c'est encore celle provoquée par la démographie et tous les besoins d'infrastructure et de consommation qu'elle entraîne. De plus, les populations de ces pays sont jeunes et de mieux en mieux formées, et le coût salarial reste largement plus faible qu'en Europe.

Et puis, troisièmement, ces pays bénéficient aussi de la rente des matières premières – que ce soient les réserves pétrolières, les réserves minières ou agricoles. Or, les prix de ces matières premières vont repartir à la hausse, parce que les stocks s'épuisent et que la demande – des pays riches comme des pays émergents – restera forte.

Alors, c'est vrai, l'Occident dispose encore de la rente technologique, mais même sur ce plan, les pays émergents nous rattrapent. Et donc, cette rente technologique, qui est la 4^e rente, sera bientôt partagée. Et voilà pourquoi, d'ici peu, le moteur économique mondial va passer de l'Atlantique au Pacifique. Autant le savoir et s'y préparer, en gardant à l'esprit qu'une crise, c'est aussi une opportunité pour se réinventer. ●